

LA CONTESTATION DE GAUCHE ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX EMERGENTS

Karine Clément*

Alors qu'il est devenu banal de relever la faiblesse de la société civile en Russie, les récents mouvements sociaux observés dans le pays depuis 2004 forcent à reconnaître qu'une partie de plus en plus large de la population s'engage dans l'action collective¹. Des mobilisations ont certes été observées dès la fin des années 80 et au début des années 90. Alors dirigées contre le système soviétique, elles charriaient cependant des projets divers et imprécis, valorisant les notions abstraites de « démocratie » et de « marché » que les nouveaux dirigeants russes se sont appropriés². Une fois le système soviétique abattu, la vague de mobilisation est retombée, la grande majorité de la population se préoccupant davantage de sa survie et de son adaptation aux nouvelles règles de la « démocratie de marché ». Il y a bien eu quelques explosions sociales, notamment à la fin du second mandat de B.Eltsine (1998-99), mais elles ont été sporadiques et n'ont concerné que des acteurs et

* Chercheuse à l'Institut de sociologie de l'Académie des Sciences (Moscou) et directrice de l'Institut de l'action collective (Moscou), association de chercheurs et militants visant à étudier et soutenir les mobilisations sociales. Voir le site Internet www.ikd.ru. E-mail : info@ikd.ru.

¹ Ces changements sont relevés dans les sondages interrogeant la population sur son rapport aux actions collectives de protestation. Voir les sites Internet du Centre Levada, www.levada.ru, et du Fonds de l'opinion public (FOM), www.fom.ru.

² Pour une analyse des mouvements du début des années 1990, voir : Berelowitch, A., Wiewiorka, M., *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Le Seuil, 1996.



des secteurs peu reliés entre eux. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et la pente autoritaire qu'a pris le système politique ont encore aggravé l'atonie sociale.

Le second mandat présidentiel de V. Poutine se caractérise cependant par des mouvements de protestation sociale d'une ampleur et d'une nature inédites en Russie. Ces mobilisations sont généralement liées à la nouvelle vague des réformes « post-soviétiques » (protection sociale, éducation, santé, transports, logements), qui provoque le mécontentement dans de nombreuses couches sociales. Une grande partie de la population vivant sous le seuil de pauvreté ou à peine au-dessus, les garanties sociales héritées de l'ancien système soviétique ou mises en place, pour nombre d'entre elles, sous la présidence de B. Eltsine, constituent de fait un « filet de sécurité » pour la plupart des familles, incapables de s'assurer soins, éducation, transports ou logement en comptant uniquement sur leur salaire (environ 150 Euros en moyenne).

Une autre caractéristique importante du contexte étudié est liée au fait que les mouvements de contestation opèrent pour la plupart hors des canaux institutionnels de représentation ou de pression politique. En effet, le système politique institutionnel bloque toute intrusion de nouveaux venus, d'opposants ou de groupes porteurs de voix dissidentes grâce à l'adoption récente d'une série de mesures : barrières bureaucratiques et formelles lourdes pour les manifestations et les grèves, abrogation des élections directes des gouverneurs régionaux, impossibilité pratique du référendum d'initiative populaire, abolition du scrutin uninominal aux élections parlementaires nationales, élévation du seuil d'éligibilité de 5 à 7% pour les partis, normes insurmontables d'enregistrement pour les nouvelles formations, nouvelle loi renforçant le contrôle de l'Etat sur les ONG, etc. Les méthodes musclées des forces de l'ordre et le contrôle des grands médias télévisés, ainsi que la mise en place d'une « société civile officielle » avec la création d'organes désignés et contrôlés par le pouvoir présidentiel, à l'instar de la « Chambre civile », complètent le tableau. Le pouvoir russe actuel semble avant tout soucieux d'empêcher que se produise en Russie une éventuelle « Révolution orange » sur le modèle ukrainien.

Ce contexte explique en grande partie pourquoi les mobilisations sociales éclatent souvent de façon spontanée (voir en particulier le mouvement dit des « retraités » du début 2005), sans lien avec les partis politiques institutionnels. En rétrécissant sans cesse les possibilités institutionnelles de pression ou de contrôle sur le pouvoir politique, les décisions du Kremlin entraînent également une certaine clarification de l'espace politique citoyen. Les

associations, syndicats, partis politiques, sont désormais conduits à faire un choix entre une stratégie traditionnelle de lobbying, encourageant la loyauté et l'acceptation des pratiques clientélistes, ou une opposition franche et combative, comme celle dans laquelle s'engagent de nombreux mouvements sociaux.

Cet article vise moins à analyser les facteurs et le sens de la récente progression de la contestation sociale, ce qui constitue l'objet d'une recherche de terrain³, mais à présenter un champ social méconnu à l'étranger, en s'arrêtant sur les mouvements de contestation sociale qui ont marqué ces deux dernières années. Il s'interroge en outre sur le profil des militants, les valeurs au nom desquelles ils se mobilisent, ainsi que les perspectives de traduction politique de ces mouvements.

Le mouvement contre la mise en cause des garanties sociales catégorielles⁴

Une nouvelle étape du développement de la contestation de gauche a commencé en mars 2004 avec la réélection de Vladimir Poutine. Bénéficiant d'une solide majorité au Parlement, le pouvoir a saisi cette opportunité pour lancer la privatisation de la sphère sociale. Durant l'été 2004, la Douma d'Etat a adopté une loi sur le partage des pouvoirs entre les autorités régionales et fédérales (dite loi « 122 » ou loi sur la « monétisation des avantages sociaux »), qui a provoqué, dès sa mise en œuvre en janvier 2005, des manifestations massives, en particulier chez les personnes âgées.

Brièvement résumée, cette loi, révisant 150 actes législatifs, remplace les formes d'aide en nature (transports et médicaments gratuits pour certaines catégories, par exemple) par des « compensations financières ». Le montant de ces dernières est en fait inférieur de deux à trois fois, selon les catégories, au coût réel des garanties sociales « monétisées », alors que certaines aides (les réductions du coût de la carte de transport pour les étudiants, les voitures pour les handicapés-moteur, etc.) sont liquidées sans aucune compensation financière. Malgré les méthodes utilisées par les pouvoirs législatifs et exécutifs (absence de concertation avec les partenaires sociaux concernés par la loi, accélération de la procédure

³ Projet de recherche: « L'émergence de nouveaux types de militantisme en Russie », sous la direction de K.Clément, dans le cadre d'un partenariat entre l'Institut de sociologie RAN (Moscou), l'Institut de l'Action collective (Moscou), et la MSH (Paris). Voir, pour un premier bilan de la recherche : <http://ikd.ru/Critview/theoryofcollaction/Article.2005-09-13.5221>

⁴ Pour une analyse proche, mais fondée davantage sur les résultats des sondages que sur des entretiens et un monitoring des actions, voir : Klimov, Ivan. « Den'gi v mesto l'got : social'nyi kapital odnoj reformy » [De l'argent à la place des avantages : le capital social d'une réforme], *Social'naâ real'nost'*, n° 1, 2006.

d'adoption parlementaire, censure sur le contenu de la loi, propagande massive de ses aspects « progressistes », etc.), l'initiative gouvernementale s'est tout de suite heurtée à des résistances. Les sondages ont très tôt perçu la réaction négative de la majorité de la population⁵. La mobilisation s'est organisée au sein des associations représentant les catégories concernées en premier lieu par la remise en cause des avantages sociaux (invalides, retraités, victimes des répressions politiques, victimes de « Tchernobyl », etc.). La nouvelle législation détériorant également les garanties sociales des salariés non retraités, les syndicats alternatifs se sont joints au concert des protestations. Même parmi les syndicats officiels, réunis dans la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) qui a, certes prudemment, soutenu la réforme, fidèle à sa politique de collaboration avec le parti du pouvoir, certains ont fait opposition à la loi, en premier lieu les syndicats de l'enseignement.

En mai 2004, à l'initiative de certains syndicats alternatifs, une coalition baptisée « Conseil (Soviet) de Solidarité Sociale » (SOS) a été mise en place. Nombre d'associations et syndicats l'ont rejointe : la Fédération des syndicats de Russie (nouvelle confédération de syndicats alternatifs), des fédérations syndicales régionales, les associations d'invalides, des « liquidateurs » de Tchernobyl, des associations de défense des droits de l'homme, des organisations de vétérans de la guerre et du travail, des syndicats d'enseignants et de chercheurs, des organisations écologistes, de jeunesse de gauche, etc. Par l'étendue de son format idéologique et social, cette coalition marque un tournant dans le paysage militant russe. Des gens de couches sociales et d'orientations très différentes, à la fois des militants de gauche et des libéraux anticommunistes, se sont alliés dans un même combat contre l'atteinte aux droits sociaux, avec pour slogan commun « non à la liquidation des garanties sociales ! ». La décision de ne pas admettre les partis politiques au sein de cette coalition s'explique notamment par l'expérience « altermondialiste » de certains membres et par la volonté de conserver l'autonomie et la paternité de l'initiative, inédite pour la Russie, d'un réseau complètement associatif.

SOS a initié une campagne massive contre l'adoption de cette loi qualifiée d'« antisociale ». La coalition a agi en informant sur le contenu réel de la réforme, malgré la censure médiatique, en mobilisant le réseau interrégional des organisations membres de la coalition, en organisant une pression constante sur le pouvoir par l'envoi de pétitions et lettres de protestation, le dépôt d'amendements via certains députés de l'opposition et l'organisation d'actions de protestation. A la veille des première et seconde lectures, deux

⁵ Klimov, Ivan. *Reforma sistemy social'nyh l'got kak social'naâ problema* [La réforme du système des avantages sociaux comme problème social], 2005. http://bd.fom.ru/report/cat/culture/science/sotsiologiya/klimov_paper/gur050202

journées d'action nationale coordonnées ont été organisées à l'initiative de SOS. Plusieurs dizaines de milliers de personnes y ont pris part sur l'ensemble du territoire russe, ce qui constituait alors un chiffre significatif. Mais la mobilisation demeurait encore trop faible : la loi est passée en force, avec juste quelques menus amendements.

Les dirigeants de certaines associations membres de la coalition ont commencé à prendre leur distance vis-à-vis du mouvement de protestation, sous l'effet d'une politique gouvernementale alternant menaces (en août 2004, le Ministre Choïgou ordonnait au président de l' « Union Tchernobyl » de renoncer à la « marche sur Moscou » des victimes de la catastrophe) et concessions catégorielles (élévation des compensations financières prévues pour le invalides, par exemple). Le comité de coordination fédéral a donc perdu certains de ses membres assidus au lendemain de l'adoption de la loi, mais les liens inter-organisations établis dans les régions à l'occasion de la campagne de l'été se sont maintenus.

Aussi est-ce à partir des régions que la mobilisation a repris, plus massive encore, après l'entrée en vigueur de la loi, le 1^{er} janvier 2005. Du jour au lendemain, des milliers de soi-disant « bénéficiaires d'avantages sociaux », personnes âgées en tête, ont réalisé qu'on leur avait retiré le droit à la gratuité des transports. Ils se sont mis à prendre les bus et trolleys d'assaut, à se rassembler devant les parlements locaux, à faire le siège des autorités régionales. Ces actions éclataient en grande partie spontanément, sans coordination nationale, initialement du moins. La principale revendication était le retrait de la loi et le rétablissement des aides sociales en nature. Craignant une escalade, les pouvoirs régionaux et fédéraux ont battu en retraite: la réforme a été révisée. Une partie des aides sociales en nature (médicaments et transport) a ainsi été réattribuée avec la constitution d'un « paquet social » financé par le pouvoir fédéral pour certaines catégories limitées.

Les militants de la campagne de l'été, liés au réseau SOS, se sont rapidement alliés aux manifestants et, dans de nombreuses régions, ont joué un rôle important dans la mise en place de coalitions et dans l'organisation des mobilisations. Des militants régionaux de partis politiques de gauche (les jeunesses communistes, des militants trotskistes, des groupements communistes ou socio-démocrates minoritaires) se sont également investis dans l'organisation de comités locaux de lutte afin de pérenniser le mouvement, de mieux élaborer les revendications et de renforcer les positions des protestataires lors des négociations avec les pouvoirs régionaux.

Quant aux partis politiques institutionnels, dépassés par les manifestations spontanées, ils ont été lents à intervenir. Faiblement liés à la population mobilisée, ils ont été surpris par les modes de lutte du mouvement, dont les méthodes radicales (blocage des routes, investissement de bâtiments publics) tranchaient par rapport aux modes de pression traditionnels du Parti Communiste de la Fédération de Russie (PCFR), par exemple. Celui-ci, avec « labloko » (parti libéral se « gauchisant » de plus en plus sous l'influence des mobilisations) et quelques autres formations ne se sont jointes au mouvement qu'à partir de février, lorsque ont été organisées plusieurs journées d'actions nationales. Au total, plus de 500.000 personnes ont pris part à ces mobilisations, chiffre record pour la Russie post-soviétique.

Le mouvement a commencé à décliner à partir de la fin février, suite aux concessions obtenues, mais aussi à cause de la concurrence des partis politiques (en premier lieu du PCFR) pour prendre le contrôle des mouvements protestataires et leur imprimer un style plus traditionnel pour la Russie (meetings officiellement autorisés, hiérarchie des organisateurs et intervenants, pourparlers en coulisse avec les représentants des autorités locales). Une forte mobilisation s'est cependant maintenue dans les régions où les coalitions de luttes entre organisations et associations diverses étaient les plus solides.

Le besoin de rencontre et de coordination interrégionale se faisant clairement sentir, l'idée d'un Forum Social de Russie (FSR) a été rapidement avancée, l'initiative en revenant aux coalitions régionales, appuyées à Moscou par le comité du réseau SOS. Le FSR s'est tenu avec succès les 16 et 17 avril 2005 à Moscou : plus de 1000 délégués, représentant près de 150 organisations (d'importantes forces syndicales, associatives ou régionales d'opposition) y ont assisté. Les orientations politiques des militants rassemblés au FSR-2005 étaient très diverses – anarchistes, communistes, trotskistes, socio-libéraux, socio-démocrates, écologistes, etc. Les partis de l'opposition parlementaire étaient absents, à l'exception de quelques personnalités soutenant individuellement les mouvements sociaux. A l'issue du Forum, riche en rencontres et initiatives de toutes sortes, ont émergé au moins trois projets à la pérennité confirmée par les événements ultérieurs : la création du réseau de l'Union des Soviets (Conseils) régionaux de coordination des luttes (SKS), la mise en place du mouvement « Education pour tous » et le lancement de l'initiative du mouvement politique internationaliste « Front de gauche ».

La campagne pour le droit au logement

La réforme touchant aux garanties sociales s'est rapidement suivie d'une autre offensive de grande ampleur dans le domaine de la politique du logement. Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code du logement, le 1^{er} janvier 2006, et avec l'accélération, fin 2005, des réformes dans cette sphère (en particulier la libération des prix des charges communales et des loyers), les mouvements de protestation redémarrent en portant d'autres revendications et en élargissant leurs rangs à d'autres catégories. La redynamisation s'affirme surtout depuis janvier 2006, les actions de protestation se multipliant et touchant de plus en plus de régions.

Il ne se passe presque pas un jour, et surtout pas un week-end, sans que des manifestations aient lieu dans des villes de Russie. Durant le week-end du 18 et 19 février 2006, à l'appel de l'Union des Soviets de Coordination, des rassemblements et des manifestations ont eu lieu dans plus d'une quinzaine de villes : à Ekaterinbourg (2000 personnes à l'appel du comité local de coordination des luttes), Vladivostok (5000 personnes à l'initiative de la « Chambre civique » locale), Omsk (2000 personnes à l'appel du Comité des actions de protestation, une coalition qui inclut la plupart des partis d'opposition et des associations), dans la banlieue de Moscou, à Perm, Novossibirsk, etc. Le 4 mars, à l'initiative du Parti communiste (PCFR), une journée nationale d'actions, soutenue par la plupart des organisations, a rassemblé quelques dizaines de milliers de personnes dans la rue, sur tout le territoire. Elle s'est répétée le 18 mars, à l'appel cette fois de l'Union des Soviets de Coordination. Et des actions régionales non coordonnées interviennent presque quotidiennement dans telle ou telle ville.

Les manifestants revendiquent le retrait du nouveau code du logement, l'arrêt de la hausse du prix des loyers et des charges communales, la non-privatisation des sociétés de gestion communale, la rénovation des immeubles communaux au frais de l'Etat, etc. Une grande partie des manifestants de la « campagne pour le logement » s'étaient déjà mobilisés durant l'hiver 2005 pour le maintien des garanties sociales : les coalitions régionales et réseaux inter-régionaux mis en place à cette occasion ont une nouvelle fois joué un rôle prépondérant.

Certes, le mouvement actuel n'a pas l'ampleur qu'avait connue la mobilisation contre la remise en cause des garanties sociales, mais la dynamique actuelle est celle d'un élargissement constant : d'une part, des catégories toujours plus nombreuses de la population rejoignent le mouvement, d'autre part, les coordinations, nées dans certaines régions pendant le mouvement précédent, se multiplient dans tout le pays. De plus, la réforme de la politique du logement ne fait que commencer : la population n'a pas encore entièrement éprouvé l'effet de cette réforme, à la réalisation progressive.

Pour comprendre l'impact social de cette réforme, il faut connaître les conditions de logement de la majorité de la population. Une partie vit dans des logements qu'elle loue à la municipalité en payant des loyers très inférieurs à ceux du marché, l'autre partie vit dans des logements privatisés gratuitement au profit de leurs occupants lors des réformes du début des années 90. Aujourd'hui, cette politique sociale du logement, qui permettait à la majorité de la population de conserver un toit malgré des salaires très bas, touche à sa fin. Le pouvoir actuel considère qu'une telle politique coûte trop cher et qu'elle n'est pas « efficace » car elle gêne la réfection et le renouvellement du parc de logements. Il s'agit donc de livrer le secteur du logement aux logiques du marché, qui plus est d'un marché « à la russe », où les fonctionnaires d'Etat et les monopoles paraétatiques du gaz et de l'électricité ont toutes les chances de remporter les meilleures positions.

La réforme en cours se développe sur plusieurs plans : libération du montant des charges, restriction de l'accès à la propriété pour les faibles revenus, facilitation des expulsions, introduction de la gestion des immeubles par des sociétés privées, transfert du coût de l'entretien des bâtiments aux propriétaires et locataires de logements. Les mesures adoptées entraînent une véritable révolution dans la vie quotidienne de millions de personnes et concourent à mettre en cause un droit jugé essentiel par la grande majorité. La mise en synergie des différents foyers de lutte est cependant freinée par le manque d'informations sur le contenu des réformes, la complexité des mesures mais aussi leur application progressive et différenciée.

La brusque augmentation du montant des charges communales (gaz, eau et électricité en premier lieu) a des répercussions immédiates sur les revenus des familles. L'année dernière le prix des services communaux a augmenté en moyenne de plus de 30% (pour une inflation moyenne de 10%). Le 1^{er} janvier 2006, les tarifs ont connu une nouvelle

augmentation de 30% en moyenne, ce qui frappe durement le budget des familles. La baisse des revenus qui s'ensuit, voire le risque d'expulsion pour défaut de paiement, constitue une première motivation pour aller manifester. Des milliers de personnes sont déjà descendues dans la rue afin de protester contre « le vol communal ». Ces protestations spontanées ne sont pas sans rappeler le début du mouvement des retraités de l'hiver 2005. Il est raisonnable de penser que ce mouvement va se diffuser, d'autant plus que dans certaines villes, comme à Blagovechtchensk (Extrême Orient), les manifestants ont déjà obtenu gain de cause, en forçant les autorités municipales à revenir sur leur décision d'augmenter drastiquement les charges.

Encore aujourd'hui, près de vingt millions de personnes vivent de manière précaire dans des foyers de travailleurs ; certains vivent depuis vingt ou trente ans dans « l'attente » d'un relogement qui n'est jamais venu. Ces foyers, pour la plupart, ont été privatisés dans les années 1990, ce qui signifie que leurs occupants n'auront jamais accès à la « privatisation gratuite » des logements communaux. Les occupants des foyers restés sous gestion communale ne sont pas mieux lotis : les mairies leur refusent systématiquement le droit de privatiser leur logement, quand elles ne les expulsent pas ou ne leur ordonnent pas de libérer les locaux. Cette situation particulièrement dramatique explique l'importance de la mobilisation dans ce secteur. Des mouvements de résidents de foyers s'organisent dans de très nombreuses villes. Un mouvement est en passe de se structurer à l'échelle fédérale : une première journée nationale de protestation sur le thème de la défense du droit au logement pour les habitants des foyers a eu lieu le 5 mars.

Le mouvement des « floués des pyramides immobilières » est également très actif. Il s'agit de familles qui ont répondu à l'appel d'offre de sociétés immobilières proposant de financer la construction d'immeubles avec l'argent des parts avancées par les futurs propriétaires des logements. La plupart de ces opérations ayant obtenu le visa des autorités municipales, beaucoup de gens se sont laissés tenter et ont versé toutes leurs économies à des sociétés qui se sont empressées de disparaître une fois l'argent récolté et le chantier à peine commencé. Le scandale est surtout important à Moscou, où les liens (y compris familiaux) du maire Loujkov avec les sociétés immobilières de la capitale n'est un secret pour personne. Ces scandales concernent des dizaines de milliers de personnes dans tout le pays. Elles aussi s'organisent en comités. Des dizaines d'actions de protestation, réunissant des milliers de personnes, se sont succédées ces derniers mois, certaines prenant la forme d'un blocage de grands axes routiers.

La question du contrôle des terrains entourant les immeubles est aussi devenue une question brûlante. Dans toutes les grandes villes, en particulier à Moscou, la construction immobilière s'intensifie et se densifie. Les nouveaux édifices empiètent fréquemment sur les espaces réservés aux habitants des immeubles déjà en place, la législation permettant aux municipalités d'ignorer leur avis. De plus, leur construction transgresse fréquemment les normes écologiques et de sécurité. En réaction, les habitants menacés se mobilisent et s'organisent en comités de quartier. Certains sont allés jusqu'à bloquer des chantiers, comme par exemple lors de la construction d'un centre commercial par General Motors sur un espace vert protégé dans le quartier de la Taganka à Moscou. Parfois les habitants obtiennent gain de cause, mais, les sociétés immobilières, adossées à des agents corrompus des administrations municipales, ont le dessus. Ces comités ne sont pas coordonnés, à quelques exceptions près.

Dans certaines municipalités particulièrement corrompues, des habitants ont été délogés suite à l'incendie criminel de leur immeuble. Ce phénomène n'est pas fréquent, mais il n'est pas non plus exceptionnel. Ainsi, à Astrakhan, des centaines de personnes habitant le centre historique, fortement convoité par les promoteurs immobiliers, se sont trouvées sans domicile en l'espace de quelques mois. Elles ont mis en place un « comité des incendiés » qui se bat pour obtenir un relogement décent et dénonce la responsabilité de la mairie, accusée de fermer les yeux sur des incendies commandités par des sociétés qui avaient reçu l'assurance d'obtenir le terrain, une fois débarrassé de ses habitants.

La majorité des immeubles était jusqu'à présent gérée par des sociétés communales dépendant des municipalités. Le nouveau code du logement laisse désormais moins d'un an – jusqu'au 1^{er} janvier 2007 – aux propriétaires de logements pour choisir collectivement, en assemblée générale, le mode de gestion de leur immeuble (co-propriété, société de gestion ou « gestion directe »). Si les propriétaires n'ont pas fait de choix d'ici cette date, l'immeuble sera transmis à une société de gestion choisie par la Mairie sur « concours ». Sachant ce que sont les « concours » en Russie, il n'est pas difficile de prévoir les suites pratiques de cette mesure : la gestion des immeubles et des terrains adjacents, c'est-à-dire des flux monétaires liés au paiement des charges et à la possible exploitation des terrains ou des logements « vacants », passera à des sociétés privées (la privatisation des sociétés communales est prévue par la loi), étroitement liées aux fonctionnaires municipaux.

La question de la gestion des immeubles et des terrains a également provoqué la création de comités et d'associations qui ont pour objectif d'informer la population sur ses droits et d'inciter les habitants à prendre en charge leur habitation. Les réunions d'habitants de quartier ou d'immeuble se multiplient, parfois à l'initiative de militants de réseaux associatifs ou de partis politiques, parfois à l'initiative des habitants eux-mêmes. L'idée de l'autogestion commence à faire son chemin dans les esprits, car elle constitue la seule possibilité d'éviter le contrôle de l'immeuble par une société de gestion imposée par la Mairie. Ce mouvement ne touche encore qu'une part minoritaire de la population, mais des comités commencent à se relier afin d'échanger expériences et informations. Certains d'entre eux participent aux actions de protestation contre le nouveau code du logement.

Etroitement liées au mouvement d'autogestion des immeubles, les actions en justice, pétitions, manifestations, etc. se multiplient pour que l'Etat reconnaisse sa responsabilité dans le mauvais entretien des immeubles. Selon le nouveau code du logement, l'entretien et la réfection des immeubles passent désormais entièrement à la charge des propriétaires et, indirectement (par le biais des loyers perçus par la municipalité), des locataires. Pour comprendre l'enjeu de cette mesure, rappelons que la plupart des immeubles anciens n'ont pas été entretenus depuis vingt ou trente ans, alors même que durant toutes ces années les habitants ont payé régulièrement pour ce service non rendu. Depuis quelque temps déjà, les spécialistes s'alarment de l'état critique de la majorité des immeubles d'habitation, dont bon nombre menacent de s'écrouler. Mais les responsables politiques relèvent que l'Etat n'a pas les moyens de rénover toutes les habitations et qu'il faut donc faire appel au marché. Les habitants concernés par ce problème s'interrogent à juste titre : quel acteur du marché investira dans la réfection d'un édifice qui menace de s'écrouler, si ce n'est pour le raser et construire à sa place un immeuble plus rentable, après avoir expulsé les anciens occupants ? La revendication prioritaire des comités d'immeuble et de quartier concerne en conséquence la réfection des immeubles aux frais de l'Etat, en reconnaissance de la dette contractée à cet égard depuis des années.

Ces initiatives éparses et locales ne forment pas un mouvement social unifié, beaucoup de groupes craignant de se dissoudre dans une mobilisation trop vaste, mais la coordination des diverses revendications sur le thème d'une profonde révision de la politique du logement progresse.

Vers une coordination des initiatives et des luttes ?

Aux mouvements ci-dessus, évoqués en détails, il faut rajouter nombres d'autres initiatives, touchant d'autres problèmes sociaux et d'autres catégories. Citons, par exemple, la mobilisation des associations écologistes⁶, soutenues pour une fois largement par la population, pour la « sauvegarde du Baïkal » et l'interdiction de la construction des oléoducs dans cette région. Des manifestations de plus en plus massives ont eu lieu sur ce thème dans les grandes villes environnantes, notamment à Irkoutsk, et ont pesé sur la décision du Président Poutine d'exiger finalement la révision du tracé de l'oléoduc décrié. Evoquons, à une moindre échelle, les réseaux d'étudiants et de professeurs dénonçant la réforme de l'éducation actuellement en cours, ou encore ceux qui luttent contre le service militaire.

Le cas de la mobilisation des automobilistes doit être également être mentionné, car il mêle des préoccupations hétérogènes : l'augmentation du prix de l'essence, l'interdiction du volant à droite, en lien avec l'importation massive de voitures japonaises dans l'Extrême-Orient russe, et la réglementation des « sirènes » (qu'actionnent à l'envi les chauffeurs des dignitaires pour ignorer les règles du code de la route et fuser à toute vitesse sur les routes encombrées des grandes villes de Russie). La non mise en examen du fils du ministre de la défense Ivanov, alors qu'il a causé la mort d'une vieille dame traversant la route sur un passage piéton, avait déjà fait scandale. L'inculpation et le procès d'un automobiliste de Barnaoul, Oleg Chtcherbinski, qui s'est malencontreusement trouvé sur la route du gouverneur de l'Altaï Mikhail Evdokimov, décédé suite à l'accident, a suscité des manifestations, des actions symboliques (par exemple la fixation de « drapeaux blancs » sur les antennes des voitures) et des pétitions massives d'automobilistes dans tout le pays, ce qui a sans doute influencé l'issue du procès, reconnaissant l'innocence d'Oleg Sherbinski. Les automobilistes se sont organisés en réseau, notamment grâce à des forums de discussion sur Internet, au nom de la lutte contre « l'arbitraire politique sur les routes ».

Enfin, parallèlement à ces mouvements plus ou moins coordonnés à l'échelle interrégionale, les initiatives que l'on appelle en russe « citoyennes de base » se multiplient dans les villes, les quartiers et les villages. Ces luttes locales portent sur des enjeux très concrets, tels que la construction d'un immeuble ou d'un parking dans une aire de récréation, les pratiques d'expulsions, des cas de répression policière, la fermeture d'une école, etc.

⁶ Sur les mouvements écologistes, voir : Khalij, I. A., « Ekologiceskoe dvizenie v regionah : itogi i plany » [Le mouvement écologiste dans les régions : enjeux et perspectives], *Ucastie*, n° 3, 2000.

Animées par des habitants concernés, ces luttes se prolongent rarement une fois le problème résolu. Mais certains leaders initiateurs de ces mobilisations de base poursuivent une action militante et cherchent à se mettre en relation avec d'autres initiatives citoyennes susceptibles d'accroître l'efficacité et l'ampleur de la mobilisation. Les coalitions de coordination des luttes, dans les régions où elles sont les plus dynamiques, offrent un espace de coopération et une aide organisationnelle utiles pour ces initiatives.

Malgré les dynamiques de rapprochement et de mise en réseau, les mouvements sociaux forment une constellation d'initiatives et de structures hétéroclites. Leur éclatement est dû en premier lieu à la diversité des motifs de mécontentement, débouchant sur des formes de contestation souvent locales et limitées au niveau des objectifs. Les partis politiques parlementaires ne sont en outre guère opérateurs de réseau. Le Parti communiste de la Fédération de Russie tente certes de mettre en place des coalitions, mais celles-ci, sauf exception, sont limitées à leurs partenaires politiques traditionnels et n'intègrent guère les mouvements sociaux en lutte. Les relations entre les coalitions régionales et le PCFR sont souvent tendues, la direction des partis communistes locaux les percevant avant tout comme des concurrents sur le terrain de l'opposition politique et électorale. Certains militants du PCFR, en particulier parmi les jeunes, font cependant exception en s'investissant dans certaines coalitions et en assumant même parfois l'initiative de leur formation. Les coalitions régionales non monopolisées par le PCFR ont désormais la capacité de mobiliser autant, si ce n'est plus de monde, que le Parti communiste traditionnel.

Lorsqu'elles ne démarrent pas spontanément, les mobilisations les plus massives sont co-organisées par une coalition de forces politiques et sociales très diverses. L'Union des Conseils de Coordination (SKS) représente à ce titre un modèle de réseau particulièrement adapté aux demandes sociales actuelles et susceptible de se développer. Créé en avril 2005 lors du Forum Social de Russie à la suite de la mobilisation contre la « monétisation des avantages sociaux » afin d'établir des contacts horizontaux réguliers entre les diverses coalitions régionales de luttes, ce réseau connaît un développement régulier. Dans chaque région, les Conseils de coordination des luttes regroupent des associations diverses, syndicats, organisations politiques et individus. Unissant au départ neuf coalitions régionales, ce réseau relie aujourd'hui une vingtaine de régions. Parmi les villes les plus actives, Ijevsk, Perm, Omsk, Novosibirsk, Vladivostok, Saint-Pétersbourg, la banlieue de Moscou, Samara ou encore Toliatti se distinguent. De plus, le réseau a élargi sa sphère d'intervention bien au-delà du seul problème de la suppression des « avantages

sociaux », agissant désormais sur le terrain des droits du travail, du logement, de l'écologie, des élections locales etc.

Les militants de ces Conseils de Coordination représentent des organisations variant d'une région à l'autre. Pour prendre un exemple, citons le « Conseil de Coordination des actions citoyennes » de la ville d'Ijevsk (Oudmourtie). Sont représentés l'association des vétérans de la ville, le journal d'opposition local, des syndicats d'étudiants, le syndicat des enseignants, des associations de co-proprétaires, des comités d'immeuble, le mouvement local des habitants des foyers de travailleurs, des groupes d'habitants en lutte contre la construction d'immeubles dans leur voisinage, des intellectuels progressistes, des groupes luttant pour la préservation de ce que l'on peut traduire par « jardins ouvriers », etc. Quant aux partis, sont représentés le Parti Communiste Ouvrier de Russie (RKRП en russe), des organisations anarchistes, le mouvement de l'opposant libéral Gari Kasparov (Front uni citoyen), le mouvement « Pour une vie digne » du député Sergueï Glazev. Le Parti communiste ne participe qu'épisodiquement aux mobilisations initiées par le Conseil de coordination local.

La forme de coordination que représente le réseau SKS est particulièrement appropriée à la configuration des mouvements sociaux émergents, peu politisés et peu expérimentés. D'une part, le réseau est constitué selon un modèle très souple de coordination des luttes laissant une grande autonomie à tous les participants. D'autre part, il répond à des problèmes pratiques que rencontre la population et cherche à obtenir des résultats concrets, à élaborer des réponses constructives ne renvoyant pas la résolution du problème à une improbable « révolution » ou au « retour au pouvoir des communistes ». Ainsi, sur la campagne du logement, l'Union SKS ne se contente pas d'exiger le retrait du Code du logement ou la démission du gouvernement ; elle propose des amendements spécifiques répondant aux demandes sociales des catégories les plus menacées. En outre, ses militants informent les habitants sur leurs droits liés au logement, organisent des réunions d'habitants d'immeubles ou de quartiers, incitent les gens à s'organiser en comité d'immeuble, etc. Les initiatives citoyennes sont attirées dans ces coalitions par la perspective d'obtenir un résultat concret, par l'absence de lourdeurs hiérarchiques et de contraintes disciplinaires, par la liberté des discussions et le rejet de toute affiliation partisane.

Les militants et leurs valeurs

Les militants de ces mouvements sociaux constituent de nouveaux acteurs sur la scène politique⁷. Beaucoup d'entre eux, surtout parmi les leaders, sont jeunes (25-35 ans) et pourvus d'un capital scolaire important. Certains faisaient même une carrière professionnelle ascendante et rémunératrice avant de s'investir dans les luttes sociales, ce qui a d'ailleurs freiné leur progression et diminué leurs revenus. La plupart des leaders ont été projetés sur la scène politique locale par les mobilisations récentes. Même s'ils faisaient de la politique auparavant, aucun d'entre eux n'exerçait de fonctions dirigeantes. Les leaders se caractérisent surtout par l'étendue de leur réseau relationnel, par leurs compétences organisationnelles ainsi que par l'importance de leur capital social (la confiance dont ils bénéficient auprès des membres de la coalition) et de leur capital symbolique (les militants de base insistent sur leur autorité morale). Ils sont en général plus politisés que les militants de base et se réfèrent davantage à des cadres idéologiques pour justifier leur action. Les militants sont des gens de catégories sociales fort diverses mais appartenant, en majorité, à la frange – très importante – de la population que l'on peut qualifier de « socialement fragile ». Il s'agit de personnes dont les revenus leur permettent de vivre au plus juste si n'interviennent pas de changements importants dans leur situation (s'ils ne sont pas privés brutalement de leurs garanties sociales, ne courent pas le risque de perdre leur logement, etc.). Tous les militants ont en commun d'avoir éprouvé personnellement un problème social concret et se sont mis à militer, en premier lieu, pour le résoudre. Le pragmatisme est donc de mise dans les premiers temps de la mobilisation. Celle-ci se renforce et perdure au travers des relations inter-humaines qui se créent entre les participants aux luttes, au travers des expériences communes d'actions collectives, des expériences d'échec et – surtout - de succès. Enfin, l'expérimentation de l' « arbitraire » du pouvoir, évoqué par nombre d'entre eux, de sa fermeture aux demandes citoyennes les plus anodines, encourage la politisation et le militantisme.

La coordination au niveau local se traduit par l'organisation de réunions hebdomadaires du comité, au cours desquelles les décisions sont prises de manière généralement consensuelle. La personnalité, le charisme et les qualités « diplomatiques » des leaders informels comptent énormément dans le succès et la pérennité de ces coalitions. Quant aux coordinations interrégionales, elles passent par Internet, des journaux

⁷ Pour une analyse des motivations des militants associatifs (ONG), voir : Daucé, Françoise. « Les analyses de l'engagement associatif en Russie », *Questions de recherche*, n° 14, juin 2005, <http://ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm>.

à parution irrégulière, des militants assurant la coordination à Moscou et des conférences interrégionales sporadiques. Les réseaux reposent surtout sur les relations interpersonnelles, en particulier entre les leaders locaux, et la confiance réciproque (sans obligations formelles) que s'accordent les participants. Malgré des problèmes évidents, en particulier liés à la faiblesse des ressources matérielles, aux pressions des autorités régionales, à la gestion délicate de la pluralité des orientations politiques, à la faiblesse de l'image médiatique, aux tensions humaines à gérer au quotidien ou encore à la fragilité du cadre organisationnel, les nouveaux réseaux parviennent pour le moment à fonctionner de façon informelle et démocratique, agissent en symbiose avec les initiatives citoyennes de la base et réalisent avec succès l'idée de départ d'une coordination « par le bas ».

Les objectifs restent limités à l'échange d'information, à l'élaboration de revendications communes et à la coordination des luttes, mais le processus de politisation s'opère de façon progressive, au cours des discussions et conférences, à des rythmes différents selon les régions. Les valeurs auxquelles les militants se réfèrent le plus sont la défense des « droits citoyens », les exigences d'« équité » et de « dignité ». Les principes politiques sont peu élaborés, mais l'expression « contrôle citoyen » se retrouve dans de nombreuses déclarations communes. Le terme de « Soviets » (allusion aux soviets ouvriers des débuts de la révolution russe), utilisé pour désigner la plupart des coalitions locales de lutte, n'est pas non plus anodin.

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'expérience négative de la confrontation au pouvoir politique ou à l'Etat (les juges « corrompus », le pouvoir « arbitraire », les fonctionnaires « achetés ») constitue l'un des moteurs de l'engagement de ces « nouveaux » militants. Le pouvoir est donc vécu comme l'adversaire, comme l'obstacle à surmonter pour obtenir la reconnaissance de ses droits. En même temps, les participants aux mouvements ont conscience de l'importance des ressources – matérielles, administratives, symboliques, etc. – monopolisées par le pouvoir politique, de la bonne volonté duquel dépend la résolution de la plupart des problèmes autour desquels se mobilisent les militants. Aussi beaucoup tentent-ils de se ménager une aire de dialogue avec le pouvoir politique. Cette stratégie passe par une alternance entre les luttes sociales et les négociations, mais aussi par l'établissement de relations informelles avec certains représentants du pouvoir, par la recherche d'un accès direct à certaines personnes-clé au sein du pouvoir, perçues comme secours ultimes, voire par l'aspiration à intégrer certaines institutions (la nouvelle « Chambre civique », par exemple) afin de bénéficier des ressources qui leur sont liées. Ce

positionnement ambigu à l'égard du pouvoir s'explique aisément par la réalité politique de la Russie, qui soumet toute initiative oppositionnelle et indépendante au risque de la marginalisation.

Cependant la fermeture de plus en plus marquée du champ politique institutionnel aux organisations non « contrôlées » oblige les militants à opérer des choix et à passer soit dans le champ du pouvoir contrôlé par le Kremlin, soit dans le camp de l'opposition déclarée. Une clarification du champ des luttes sociales et politiques est donc possible, à condition que les mouvements sociaux naissants aient les ressources suffisantes pour survivre dans l'opposition politique. La question reste pour le moment ouverte car les mouvements sociaux manquent cruellement de ressources matérielles. En dehors de certaines ONG liées à des sources occidentales de financement, la plupart des initiatives citoyennes de base n'ont pas accès à l'aide des fondations. Elles sont de plus tenues à l'écart du champ médiatique. Ces faiblesses sont en partie compensées par les ressources propres aux mouvements sociaux – réseau d'information alternatif (Internet, journaux militants locaux, tracts, « téléphone arabe »), mise en place d'assises organisationnelles et de réseaux de solidarité. Mais dans le contexte actuel, les organisations demeurent fragiles ; la solidarité est sujette à des variations dépendant non seulement des relations de confiance entre les différentes « têtes » de réseau, mais aussi des fluctuations de la mobilisation. Lorsque cette dernière ralentit, les mouvements éprouvent des difficultés à perdurer.

Le problème principal que rencontrent les mouvements sociaux émergents est lié à la difficulté de se penser en acteurs politiques autonomes⁸. Les tentatives de création d'un mouvement politique sur la base de ces initiatives sociales n'ont pour l'instant pas abouti. C'est le cas, par exemple, du Front de gauche, annoncé au Forum social d'avril 2005 et lancé en juin par une conférence nationale. L'idée consiste à fonder un large mouvement de gauche à l'idéologie anticapitaliste et internationaliste, en rupture avec le système politique institutionnel, qui rassemblerait les organisations de gauche déjà existantes, des militants non affiliés et les coalitions régionales de lutte. Faute de moyens, ce Front ne parvient pas à se développer, les mouvements sociaux ne s'étant pas encore clairement définis politiquement et les grandes organisations politiques de la gauche traditionnelle n'étant pas

⁸ Voir les discussions lors du séminaire sur les mouvements sociaux organisé par le FOM le 30 novembre 2005 : <http://club.fom.ru/article.php?id=17>.

suffisamment affaiblies pour qu'on puisse assister à des départs massifs de militants vers un mouvement politique alternatif.

Malgré les limites observées, on assiste à une lente, mais croissante politisation des mouvements sociaux, liée à l'expérience des luttes communes et des déceptions engendrées par la fermeture du système politique institutionnel aux demandes sociales. De plus en plus de coalitions régionales présentent des candidats aux élections locales et prennent des positions politiques. Leur poids politique s'affirme dans certaines régions, mais ne va pas au-delà. Leur position lors des grands affrontement électoraux fédéraux se définit surtout par la négative : voter « contre », contre le parti du pouvoir « Russie unie » et son allié, le Parti libéral-démocratique de Jirinovski. Le *mea-culpa* de nombre de militants se rappelant avec honte avoir porté Poutine au pouvoir est symptomatique de cette prise de conscience politique. Privés d'existence politique propre et autonome au niveau fédéral, les mouvements sociaux ne devraient pas être capables de jouer un rôle important lors des prochaines échéances électorales fédérales de 2007 et 2008, sauf changement brusque de la conjoncture politique. Mais ils s'inscrivent dans une temporalité différente des échéances législatives : en révélant de profondes transformations sociales, ils peuvent, à terme, représenter une alternative convaincante au système politique actuel.